

# HAÏTI

nouvelles  
images d'

## EDITORIAL

avril 2009 – n°75

Comparaison n'est pas raison.

Le 14 avril, au terme d'une conférence des donateurs organisée à Washington, la Banque Inter-américaine de Développement annonce pour Haïti 324 millions de dollars (245 millions d'euros) d'aide au développement économique. Cette aide doit permettre le lancement de grands travaux pour développer les infrastructures et créer 150 000 emplois sur deux ans. Souhaitons qu'Haïti s'approprie et gère cette somme au mieux de ses désirs et de ses besoins. On ne pourra que s'en réjouir. Rendez-vous joyeux, donc, dans deux ans.

Mais aujourd'hui, dans ce numéro de NIH, vous trouverez simplement le compte-rendu et le bilan de cinq années d'activité de Veterimed : engagement solidaire, au plus près du terrain, au plus près des familles. Ici, chacun est responsable, chacun apprend et on fait des projets malgré les difficultés, malgré les fonds qui manquent... Chers lecteurs, Veterimed compte aussi sur vous !

## Ca ne se fait pas... ou ça ne se faisait pas ?

« Cela ne se fait pas », disaient-elles. Les femmes, principales bénéficiaires du programme « *Manman bèf* » de Veterimed, avouent qu'elles n'auraient jamais pensé d'elles-mêmes à garder une vache, activité jusque là réservée aux hommes. C'est un des effets positifs de ce programme d'investissement solidaire que révèle un rapport effectué par Veterimed, à la demande du Collectif Haïti de France, au terme de bientôt cinq années de campagne.

L'heure de la fin du programme pour les premiers bénéficiaires arrive et, avec elle, se pose la question des retours sur investissement. Suzette Guerrier, bénéficiaire évoquée dans le NIH n°67, sera sans doute la première du programme « *Manman bèf* » à restituer sa vache et sa dernière portée, tout en conservant les deux précédentes. Veterimed et les associations d'éleveurs, sur place, se préparent à ce tournant où, selon le choix de l'investisseur, il faudra vendre les animaux ou bien les attribuer à une nouvelle famille, probablement à un membre de la même association en attente sur la liste.

A l'heure de ce tournant du programme et du bilan effectué par Veterimed, revenons sur ses points positifs et sur les difficultés auxquelles il se heurte.

### Une amélioration de la vie quotidienne

Les femmes, plus fragiles en terme de capital, sont toujours les premières bénéficiaires du programme. Les plus fiables, celles qui sont les plus régulières pour le paiement de cotisations ou le remboursement d'emprunts, celles qui n'ont bénéficié d'aucun autre programme de Veterimed (intensification de l'élevage de volaille, de cabris...) sont prioritaires. Pour ces femmes, souvent mères, « *Manman bèf* » est un moyen avantageux d'acquérir une certaine indépendance financière par rapport à leur mari ou concubin. Les hommes, eux, souhaiteraient bien sûr pouvoir faire partie du programme et se voir attribuer des vaches.

L'impact de la vache dans la vie quotidienne est effectivement bien réel. Bien que les familles bénéficiaires les utilisent différemment, elles représentent pour toutes une amélioration de la vie quotidienne. Plus d'un tiers des bénéficiaires déclarent d'ailleurs que la vente de lait est leur première source de revenus. Dans certaines familles, les enfants consomment directement le lait, permettant de faire des économies sur le petit déjeuner. D'autres le revendent à des laiteries ou encore à des marchands ambulants. Veterimed a d'ailleurs mis en place, depuis peu, des marchands ambulants en chariot, notamment dans la

région de Port-au-Prince. L'avantage, par rapport aux laiteries, est que cela permet de faire des économies en récupérant les bouteilles de lait.

En soutien à « *Manman bèf* », Veterimed continue également à favoriser le commerce du lait en Haïti. L'ONG a lancé, en 2008, un nouveau produit sur le marché : un fromage de type cheddar, fait à partir de lait pasteurisé, qui s'utilise pour la cuisine ou se consomme directement. Trois laiteries du réseau Veterimed, à Port-au-Prince, à Limonade et au Cap haïtien, proposent déjà le *Fwomaj Lèt Agogo* aux particuliers, aux organisations et aux restaurants, tandis que deux cadres de Veterimed sont actuellement en formation au Chili sur les techniques de fabrication et de standardisation du fromage. Et le réseau ne demande qu'à s'accroître, Veterimed envisageant même de proposer le produit aux centres commerciaux. Le fromage Lèt Agogo est nouveau, mais participe déjà au développement de la production et de la transformation du lait en Haïti et incite d'autres fromageries, hors du réseau de Veterimed, à relancer leur activité.

Le lait n'est d'ailleurs pas l'unique ressource offerte par les vaches du programme « *Manman bèf* ». Les bénéficiaires ont tous droit aux deux premières portées de la vache et peuvent, grâce à elles, amorcer ou développer un cheptel, perpétuant ainsi au-delà du programme le revenu financier que représente la vente de lait. Beaucoup de bénéficiaires profitent également de leur vache pour produire, grâce au fumier, un engrais naturel et améliorer le rendement de la terre.

Ces avantages, directs et indirects, sont difficiles à chiffrer. D'après le rapport Veterimed, en moyenne, une lactation peut produire, sur une période de trois ou quatre mois, entre 90 et 120 gallons de lait qui, vendu à 50 gourdes le gallon, rapporteraient 4500 à 6000 gourdes. En tous cas, les bénéficiaires ont tous constaté une augmentation de leur production laitière. Grâce à ces revenus, les familles peuvent, par exemple, payer des frais ponctuel comme l'écolage, modeste, si c'est pour une école nationale (300 gourdes pour l'année) mais plus important pour une école privée (jusqu'à 1500 gourdes par trimestre).

### **Des difficultés et des dépenses nécessaires**

Si la vache, à travers le lait, les portées et le fumier, offre plusieurs sources de revenus en argent ou en nature, le gardiennage peut également parfois poser quelques difficultés ou générer pour le bénéficiaire des dépenses imprévues.

Au début du programme, le bénéficiaire a droit à une formation sur l'élevage. Mais le rapport

Veterimed a révélé une faiblesse de cette formation. Beaucoup de bénéficiaires ont en effet du mal à concilier vèlage et production de lait, laissant longtemps du lait pour le veau voire même cessant toute traite pendant les deux ou trois premiers mois. Cette faiblesse engendre alors une diminution du revenu, qui pourrait être évitée par une meilleure formation sur la traite.

La vache peut également générer des dépenses pour le bénéficiaire. La somme payée par l'investisseur comprend le paiement des vaccinations ainsi qu'un fonds mutuel d'assurances pour parer à l'imprévu. Le suivi vétérinaire est effectivement régulier, que ce soit pour les vaccinations ou de manière ponctuelle, en cas de maladie. Cependant, les fonds manquent pour un suivi réellement régulier et le bénéficiaire peut se retrouver amené à payer lui-même les frais vétérinaires. Ainsi, la vache, bien que créant des revenus, peut parfois aussi se révéler source de dépense. Si elle est malade ou s'il devient nécessaire d'acheter du fourrage pour la nourrir, en cas de sécheresse, le bénéficiaire se trouve obligé de couvrir la dépense nécessaire à la santé de son animal. L'enquête de Veterimed a montré que les vaches engendrent des dépenses entre 0 et 3550 gourdes avec une moyenne à 769 gourdes pour l'année 2008.

Parallèlement, Veterimed a noté que le fonds d'assurance, compris dans la somme payée par l'investisseur, fonctionne bien. Sept bénéficiaires ont été concernés et sept vaches étaient, grâce à ce fonds, en cours de rachat au moment de l'enquête.

### **Un bilan encourageant**

Visiblement, Veterimed a un double effet, en France et en Haïti. En France, il donne un exemple de projet qui incite à éviter l'assistanat pour vivre un vrai partenariat trop souvent absent de la solidarité internationale. N'oublions pas que le succès de Veterimed tient notamment au fait que « *Manman bèf* » est parti du système de gardiennage traditionnel. Couplé avec le programme « *Lèt agogo* », il a un impact très positif pour toutes les familles concernées, en augmentant leur revenu, en développant leur cheptel ou en leur permettant de couvrir des frais ponctuels.

En dépit des crises politiques et des drames comme la série de cyclones et d'inondations d'août et septembre derniers, Veterimed tient la route et même continue à grandir. Oui, Veterimed compte sur nous et sur un partenariat qui tienne, se renforce, grandisse encore.

# L'ACTUALITE DU MOIS

---

## **Vie politique**

Les élections sénatoriales partielles pour le renouvellement d'un tiers du Sénat, où 78 candidats étaient en compétition pour 12 sièges vacants, se sont tenues le dimanche 19 avril.

Les sujets de discorde ne manquaient pas, notamment le refus de la candidature du parti Lavalas et le 7 avril, le sénateur Lavalas de l'Ouest, Rudy Hériveaux, avait lancé officiellement l'opération de boycott des élections baptisée « portes fermées ». Ce mot d'ordre était censé être pacifique, cependant les conseillers électoraux ont été menacés par le mouvement, qui menaçait également de représailles les candidats et électeurs qui voudraient prendre part à la campagne électorale et au scrutin. Et d'après Radio Métropole, des individus non identifiés avaient tenté d'incendier le bâtiment logeant le Bureau électoral départemental du Sud et le Bureau électoral communal des Cayes.

Les élections ont été marquées par un fort taux d'abstention, ainsi que par des incidents graves mais localisés. Irruptions dans des bureaux de vote, vols ou bourrages d'urnes, agressions de journalistes et d'un agent électoral blessé par balle à Sarrazin, des violents incidents ont poussé le Cep à annuler les opérations électorales dans le département du Centre. A la capitale, la journée électorale s'est déroulée globalement dans le calme, en dépit de quelques incidents. Le président du Cep s'est dit satisfait de ces élections, promettant la reprise des élections dans le Plateau central sitôt que les responsables de la sécurité auront arrêté leur plan ainsi que la publication des résultats dans les prochains jours.

Le Conseil Electoral Provisoire se veut donc rassurant sur ces élections malgré les incidents et le faible taux de participation, et malgré le contexte d'incertitudes politiques. Un rapport de l'Unité de lutte contre la corruption (Ulc) a en effet mis en cause cinq-quatre parlementaires, dont quarante-neuf députés et cinq sénateurs. Ces parlementaires, accusés de corruption pour avoir reçu de l'argent de l'Office national d'assurance vieillesse (Ona) pour les festivités du carnaval, soutiennent que l'argent reçu était une « subvention » et non de la corruption.

## **Relations internationales**

Etats-Unis. Les manifestations contre la décision des Etats Unis d'expulser des milliers d'Haïtiens sans papier se poursuivent. Le 3 avril, durant cinq heures, des milliers de compatriotes de Miami ont crié leur indignation face à ce qu'ils considèrent comme une « discrimination » vis-à-vis des ressortissants haïtiens. A New York, des Haïtiens ont manifesté à leur tour, le 4 avril, contre la politique migratoire des Etats-Unis. Le 1er mai, des manifestations seront organisées dans plusieurs régions des Etats-Unis, notamment à Boston. Les manifestants réclament l'octroi aux illégaux haïtiens du Temporary Protected Status (Statut de

protection temporaire), statut accordé aux réfugiés mais encore jamais aux Haïtiens.

République Dominicaine. Les autorités haïtiennes ont déposé une plainte contre un militaire dominicain accusé d'avoir tué une Haïtienne, Anide Joazard, et d'en avoir blessé une autre, Yaline Jean Simon, le 24 août dernier, à Dajabon. Mais il semble que le corps dont dépend ce militaire, le Cesfront, n'ait pas l'intention de le laisser comparaître en justice. Radio Kiskeya, qui donne ces informations, estime que « cette action du gouvernement haïtien constitue l'une des rares tentatives de Port-au-Prince de défendre les droits de compatriotes souvent victimes de graves violations en territoire voisin ».

Afrique. Le premier contingent de casques bleus haïtiens devrait prochainement être au Tchad et en République centrafricaine, en réponse à une demande du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, d'après le directeur général de la Police nationale Mario Andrésol. Le député de la circonscription de Pétionville, Steven Benoît, a aussitôt protesté contre une décision prise sans avoir consulté le Parlement et au moment où différentes régions du pays souffrent d'insécurité.

## **Conférence des bailleurs de fonds**

La conférence des bailleurs de fonds sur Haïti s'est tenue à Washington, le mardi 14 avril, en présence d'environ 30 pays donateurs et d'organisations multilatérales. Ban Ki-moon, le Secrétaire général de l'ONU, misait beaucoup sur cette réunion, espérant y voir les donateurs investir dans l'économie d'Haïti. Michèle Pierre-Louis, elle, avait déclaré espérer obtenir des engagements pour 125 millions de dollars, notamment en vue de programmes pour l'agriculture, les infrastructures, l'éducation, la santé, les risques et désastres.

La conférence s'est achevée sur une promesse de 350 millions de dollars. Cette aide sera consacrée au plan proposé par le gouvernement haïtien pour les deux prochaines années, comprenant notamment la création de 150 000 emplois. Les partenaires d'Haïti ont par ailleurs émis l'espoir de voir les agences multilatérales annuler cette année un milliard de dollars de la dette externe du pays. Selon Radio Kiskeya, Michèle Pierre-Louis a déclaré accepter avec « douleur » le paradoxe selon lequel « le pays ne pouvait se libérer de sa dépendance par rapport à l'assistance externe s'il veut atteindre les objectifs fixés en matière de développement et de lutte contre la pauvreté ».

Par ailleurs, selon un communiqué du ministère dominicain des Affaires étrangères, au cours des cinq prochaines années, Haïti et la République dominicaine vont mettre conjointement en œuvre un programme binational auquel l'Union européenne consacrera 501 millions d'euros.

« Espoir pour Haïti » a pour objectif de venir en aide à Haïti en montant des projets de développement durable, en favorisant la coopération décentralisée entre les régions de France et d'Haïti, en aidant les associations locales s'occupant d'enfants orphelins ou abandonnés et en véhiculant une image positive d'Haïti. BelO, le chanteur haïtien, est parrain d'Espoir pour Haïti.

## Actions humanitaires :

Espoir pour Haïti soutient deux œuvres missionnaires :  
- l'œuvre de Sœur Flora, qui a ouvert une école primaire de 450 élèves et un orphelinat de 60 enfants dont 20 sont polyhandicapés.

- L'œuvre du père Richard Frechette, médecin en Haïti, qui compte un orphelinat de 600 enfants, un hôpital pédiatrique de 300 lits, un programme de secours mobile pour venir en aide aux familles pauvres des bidonvilles de Port-au-Prince et des secours d'urgences prodigués dans les lieux retirés victimes des catastrophes naturelles.

## Actions de développement durable :

- Démarrage d'un projet de co-développement durable sur l'île à Vache : équipement de l'île en fours solaires (pour la cuisson des aliments, la purification de l'eau et pour endiguer la déforestation de l'île).

- Développement du tourisme solidaire dans la région Sud d'Haïti et sur l'île à Vache. Organisation de la Journée Mondiale pour un Tourisme Responsable le 2 juin 2009 à Camp-Perrin. Un premier groupe de touristes « responsables » se rendra en Haïti du 29 mai au 13 juin 2009.

## Coordonnées

8, rue du Chelléen

77500 CHELLES

01 60 08 71 49 / 06 75 51 16 99

contact@espoirpourhaiti.com

www.espoirpourhaiti.com

## HAÏTI EN FRANCE : AGENDA

- ✓ Du 7 avril au 5 juillet, Paris : le Parc de la Villette propose en 2009 une saison créole d'avril à septembre, saison qui démarre le 07 avril avec l'exposition d'art contemporain **Kréyol Factory** (cinéma, sculpture, musique...). Plus d'informations sur [www.kreyolfactory.com](http://www.kreyolfactory.com). Lieu : parc de la Villette, 211, avenue Jean Jaurès - 75019 Paris, métro Pantin.
- ✓ Les 2 et 3 mai, Sermentizon (63) : Aide aux Enfants d'Haïti (AEH) organise une **rencontre et vente d'artisanat haïtien** au profit des enfants de l'école BRESMA au sein de la « foire pollen ». Renseignements au 06 71 20 38 65.
- ✓ Le 2 mai, Palaiseau (91) : l'A.R.C.H.E, avec le soutien de la ville de Palaiseau et de la plate-forme d'associations franco-haïtiennes (PAFHA), organise une soirée de solidarité avec Haïti, pour financer un projet s'intitulant « **Du bétail pour Duplessis et Fonds des nègre** » et visant la reproduction animale et agricole dans ces deux localités. Lieu : Salle Guy Vinet, Place Salvador Allende, 91 120 Palaiseau. Renseignements au 06 76 31 78 74.
- ✓ Les 8, 9 et 10 mai, Montpellier (34) : l'Organisation Unifiée des Peuples Nègro-Africains organise une **commémoration de l'abolition de l'esclavage**. Au programme, exposition, projection de films, débats, marche du souvenir... Renseignements : [constant\\_oupna@yahoo.fr](mailto:constant_oupna@yahoo.fr)

*(Pour l'actualité d'Haïti en France, nous soumettre des dates, rendez-vous sur [www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr), rubrique Agenda)*

## LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE - CHF

### Le CHF et la Coopération Décentralisée

Le CHF a été sollicité les 17 et 18 avril pour représenter le tissu associatif franco-haïtien lors d'une réunion organisée par les collectivités locales (CL) françaises en coopération avec d'autres collectivités en Haïti. Ces collectivités sont rassemblées dans l'association « Cités Unies France - CUF », sous-groupe « Haïti ». Le but de cette réunion était de définir les enjeux des « Assises de la coopération décentralisée » qui auront lieu les 10 et 11 juillet 2009 à Port-Au-Prince. Le CHF participe aux réunions de ce sous-groupe Haïti depuis déjà deux ans. Le CHF a accepté cette participation pour rappeler aux collectivités présentes que les actions des CL et du

tissu associatif sont complémentaires. La présence d'associations franco-haïtiennes sur leur territoire est souvent vecteur de rapprochement concret avec Haïti, une coopération décentralisée pouvant trouver ses origines dans le travail des associations. Le programme de ces deux journées de travail en Haïti sera élaboré par deux équipes : une en France et une en Haïti.

### Des accords de gestion concertée des flux migratoires

La France est en train de signer ce type d'accords avec plus pays, dont Haïti. Le CHF a assisté à une réunion d'information début avril afin de mieux cerner les enjeux de ces accords.

**Nouvelles Images d'Haïti** est un bulletin du **Collectif Haïti de France**

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78

[contact@collectif-haiti.fr](mailto:contact@collectif-haiti.fr) / [www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr)